



Afrobarometer Briefing Paper No. 77

December 2009

SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DES BURKINABÈ ET PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

Introduction

L'objectif de ce bulletin est d'analyser les opinions des Burkinabé sur leurs conditions de vie et la situation économique actuelle du pays ainsi que sur la performance du gouvernement actuel.

Les analyses statistiques montrent qu'une proportion importante des Burkinabé juge leurs conditions de vie et la situation économique du pays comme étant mauvaises. Les besoins essentiels auxquels elle est le plus confrontée sont l'accès à l'eau potable, à la santé ou soins médicaux et les finances. Ces déficits de satisfaction des besoins essentiels sont beaucoup plus marqués en milieu rural.

De même, une majorité des répondants juge insuffisante les actions du gouvernement actuel pour améliorer les conditions de vie des pauvres, réduire le fossé entre riches et pauvres, entretenir les routes et les ponts et créer l'emploi.

Néanmoins, elle garde l'espoir de voir la situation économique actuelle du pays et les conditions de vie s'améliorer dans un futur proche.

Sources de données et rappel méthodologique

Ce document utilise les données de l'enquête Afrobaromètre Round 4, qui a été fait en 2008. Afrobaromètre est un réseau d'institutions de recherche couvrant une vingtaine de pays africains et qui mène des recherches sur les opinions des Africains face aux problèmes économiques, politiques et sociaux en Afrique sub-saharienne. Les enquêtes du réseau consistent à recueillir les points de vue des citoyens ordinaires sur la gouvernance, la démocratie, la réforme économique, la société civile et la qualité de vie dans leurs pays respectifs. L'édition 2008 (round 4)¹ des enquêtes Afrobaromètre au Burkina Faso a été conduite par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) avec l'appui technique du réseau Afrobaromètre, plus particulièrement avec l'appui de l'Institut de Recherche Empirique en Economie politique (IREEP) basé à Cotonou (Bénin) mais aussi avec celui de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso, en ce qui concerne le tirage des zones de dénombrement

¹ Les enquêtes Afrobaromètre sont à leur quatrième édition (round 4). Cependant le Burkina Faso n'a intégré le réseau qu'en 2008. Le pays est donc à sa première enquête Afrobaromètre. Celle-ci a été conduite par le CGD, sous la supervision directe du réseau.

et l'accès à sa base cartographique. L'enquête a été réalisée sur un échantillon aléatoire de 1200 individus ayant plus de 18 ans et résidant dans les treize régions du pays. Les interviews ont été menées en face-à-face dans la langue parlée par l'interviewé².

L'enquête a été conduite dans un contexte socioéconomique et politique relativement calme, mais marqué par la problématique de la « vie chère », laquelle a entraîné des mouvements sociaux plus ou moins violents ou pacifiques au début de l'année 2008. Les pouvoirs publics ont dû mettre en œuvre diverses mesures plus ou moins inefficaces pour répondre à la situation problématique. Depuis, la colère populaire s'est estompée, mais la problématique de la « vie chère » demeure d'actualité. La majorité des Burkinabè reste toujours confrontée aux affres de la pauvreté et aux difficultés de la survie quotidienne avec le renchérissement des coûts des produits de première nécessité.

Presentation des resultats

La situation et les conditions économiques personnelles

Sur le plan personnel, un peu moins de la moitié des répondants (48%) décrit ses propres conditions de vie actuelles comme étant mauvaises, cependant que 36% expriment le contraire.

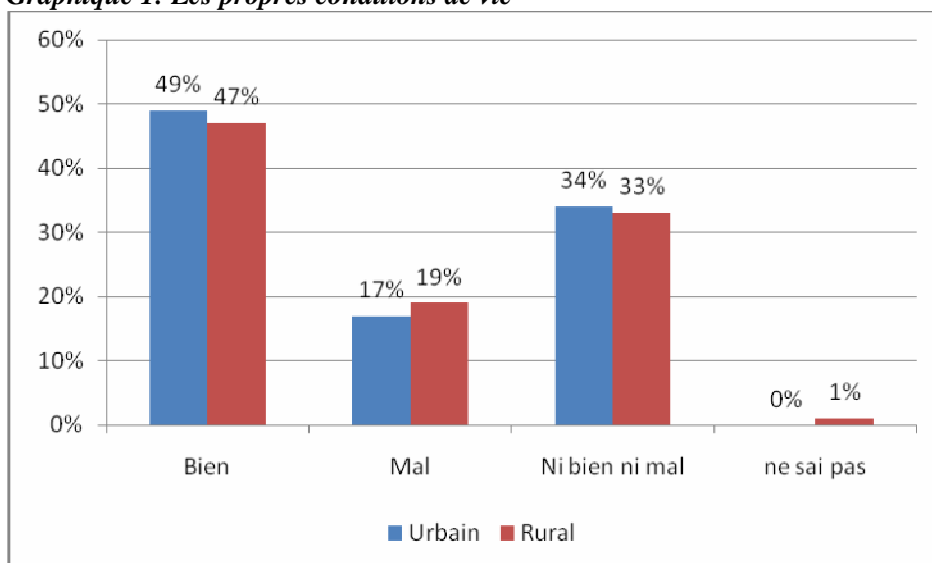
Par rapport à l'année dernière, à la même époque, presque la moitié des répondants (49%) trouve ses propres conditions de vie meilleures, et 31% d'entre eux la jugent pires. En milieu urbain, les répondants jugent la situation davantage pire qu'en milieu rural (40% contre 28%).

Concernant le futur, les répondants semblent cependant optimistes dans leur majorité. En effet plus de 63% d'entre eux pensent que leurs conditions de vie d'ici un an seront meilleures. Les répondants du milieu urbain semblent plus optimistes que ceux du milieu rural (68% contre 61%) en ce qui concerne leur situation personnelle future.

En analysant les opinions des répondants sur leurs conditions de vie personnelles actuelles, on constate que les opinions positives sont sensiblement identiques en milieux urbain et rural (49% et 47%). Les répondants qui décrivent leurs propres conditions de vie comme étant mal sont respectivement 17% en milieu urbain et 19% en milieu rural (graphique 1) :

² Quatre langues ont été retenues pour les enquêtes Afrobaromètre round 4 au Burkina Faso. Il s'agit de la langue officielle, le français et de trois langues nationales : le mooré, le dioula et le fulfuldé.

Graphique 1: Les propres conditions de vie



Source : Afrobaromètre, Round 4

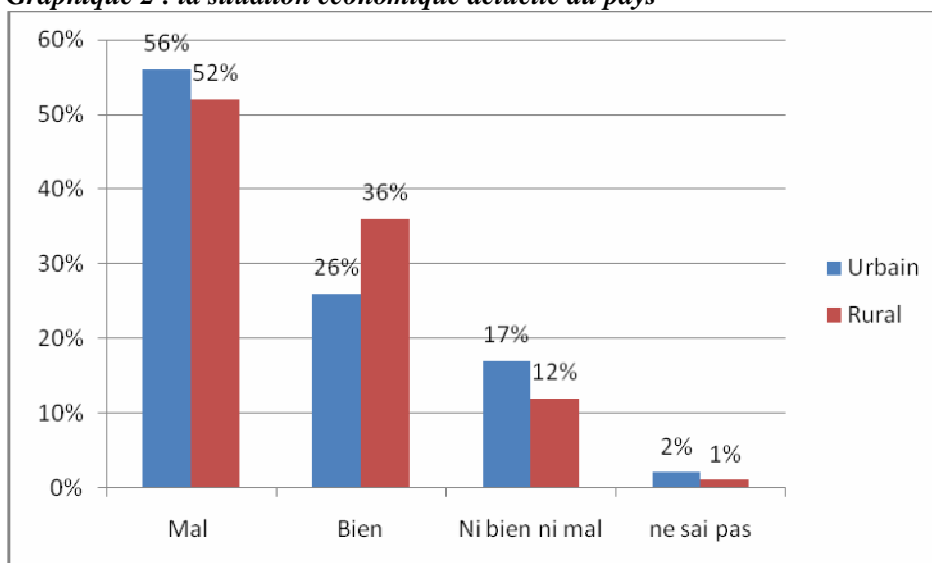
La proportion des répondants qui pensent vivre actuellement dans de mauvaises conditions est plus ou moins forte en fonction de la région et du niveau d’instruction. La Boucle du Mouhoun, le Sahel et le Centre-Ouest sont les régions où on enregistre des proportions supérieures à celles exprimées par l’ensemble des citoyens burkinabé. Dans la région de la Boucle du Mouhoun 7 Burkinabè sur 10 pensent que leurs conditions de vie sont mauvaises. Au Sahel, cette proportion est de 67%, alors que dans le Centre-Ouest elle est de 62%.

La situation économique actuelle du pays

Interrogés sur la situation économique actuelle du pays, plus de la moitié des répondants (52%) décrit cette situation comme étant mauvaise. En milieu rural, c’est 52% des répondants qui partagent cette opinion, contre 56% en milieu urbain. Cette opinion est particulièrement partagée par 51% des analphabètes, 58% des répondants ayant le niveau primaire, 50% des répondants ayant le niveau secondaire et 56% de ceux disposant d’un niveau d’instruction universitaire.

Par rapport à la même époque l’année dernière, 44% des répondants trouvent la situation économique du pays meilleure, et 37% la trouvent pire et 16% la trouvent identique. Mais en milieu urbain, la moitié des répondants (50%) trouvent que la situation économique actuelle est pire et 37% la jugent meilleure. En milieu rural, la perception est presque l’inverse: environ 33% des répondants jugent que la situation est pire, cependant que 47% la trouvent meilleure (Graphique 2) :

Graphique 2 : la situation économique actuelle du pays



Source : Afrobaromètre, Round 4

Cela peut sembler contradictoire que les répondants disent que la situation économique est mauvaise mais qu'elle est meilleure cette année par rapport à l'année passée. Cela signifie que leur situation n'est pas bonne par rapport à ce qu'ils attendent ou espèrent. Mais il n'y a pas eu détérioration de leurs conditions de vie. En somme, « la situation est relativement meilleure par rapport à l'année passée », mais reste toutefois mauvaise, préoccupante sur le plan structurel. On voit donc poindre une aspiration à un bien-être et pas seulement un meilleur-être par rapport à l'année passée.

Pour le futur, les répondants demeurent optimistes concernant la situation économique du pays d'ici un an, puisque 57% d'entre eux pensent qu'elle sera meilleure. Seulement 13 pour cent pensent qu'elle sera pire. En milieu rural, ils semblent légèrement plus optimistes que les répondants du milieu urbain (59% contre 53%).

Au niveau des régions, les répondants qui jugent la situation économique actuelle du pays comme étant mauvaise sont plus nombreux dans la Boucle du Mouhoun (72%) et dans la région du Centre Ouest (62%). Par tranche d'âge, on note que 60% des répondants dont l'âge est compris entre 35 et 54 ans pensent que la situation économique actuelle du pays est mauvaise. Dans la tranche d'âge comprise entre 34 et 55 ans, l'opinion est partagée par 57% des répondants. Quant aux plus âgés, ceux ayant au moins 55ans, 39% des répondants pensent le contraire, c'est-à-dire qu'ils jugent la situation économique du pays comme étant bonne.

En comparant leurs conditions de vie à celles des autres Burkinabè, les répondants estiment à 31% que leurs conditions de vie sont pires. Environ la même proportion la trouve meilleure. 32% d'entre eux la jugent identiques.

Le sentiment de sécurité

Sans la sécurité la bonne gouvernance et la satisfaction des autres biens politiques est impossible. La sécurité demeure donc un bien politique essentiel. Il n'est donc pas surprenant qu'elle constitue l'une des priorités qui figurent dans le CSLP. Ainsi, l'Assemblée nationale a adopté en mai 2003 une loi relative à la sécurité intérieure qui a servi de fondement à l'élaboration d'un plan national de lutte contre l'insécurité, couvrant la période 2004–2008 avec pour finalité de permettre, d'une part, aux forces de sécurité de répondre efficacement à la demande de sécurité

des populations et, d'autre part, à celles-ci de vivre de manière sereine pour pouvoir participer aux tâches de développement.

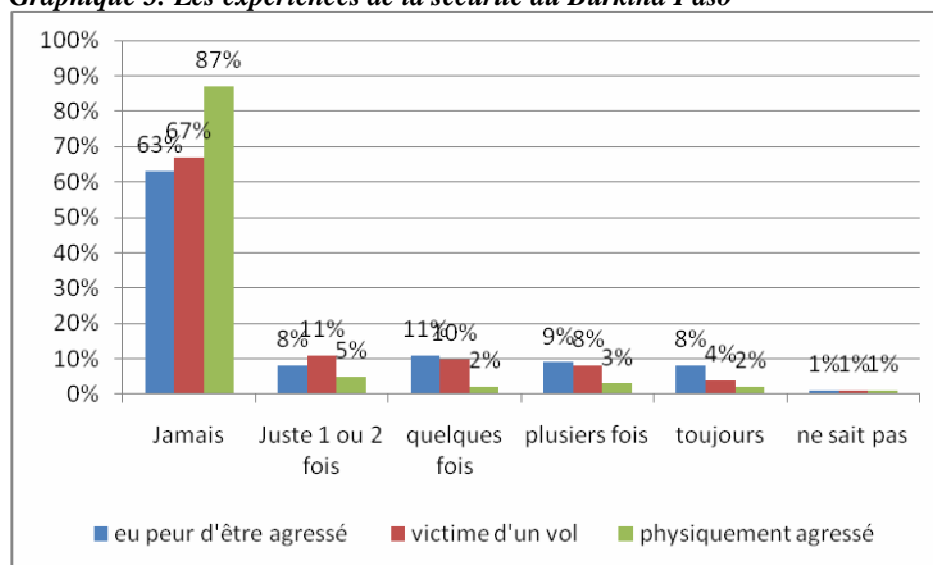
Interrogés sur la question de savoir s'ils avaient, au cours de l'année passée, eu peur d'être agressé dans leur propre maison, 63% des enquêtés ont répondu qu'ils n'avaient jamais eu peur. Mais le sentiment de sécurité semble plus fort en milieu rural qu'en milieu urbain (65% contre 59%). Environ 17% des répondants ont affirmé avoir eu plusieurs fois ou toujours peur d'être agressé. En milieu urbain, environ 18% des répondants ont eu plusieurs fois ou toujours peur, contre 17% en milieu rural. Quelle que soit la catégorie sociodémographique (sexe, région, milieu de résidence, âge et niveau d'instruction), le sentiment de sécurité chez les répondants prévaut dans l'ensemble.

S'agissant de la question de savoir s'ils ont été victimes de vol dans leur maison, 67% des enquêtés affirment n'avoir jamais été victimes de vol. En milieu urbain, 60% affirment n'avoir jamais été victimes et en milieu rural ce sont 70% qui affirment n'avoir jamais été victimes.

À la question de savoir s'ils ont été déjà agressés physiquement, 87% des enquêtés affirment n'avoir jamais été agressés physiquement.

On peut donc dire dans l'ensemble que le Burkina Faso reste un havre de sécurité relative. Mais il reste à vérifier si cette situation perdurera à l'avenir. Graphique 3 ci-dessous présente un résumé des réponses à des expériences de la sécurité des citoyens burkinabè:

Graphique 3: Les expériences de la sécurité au Burkina Faso



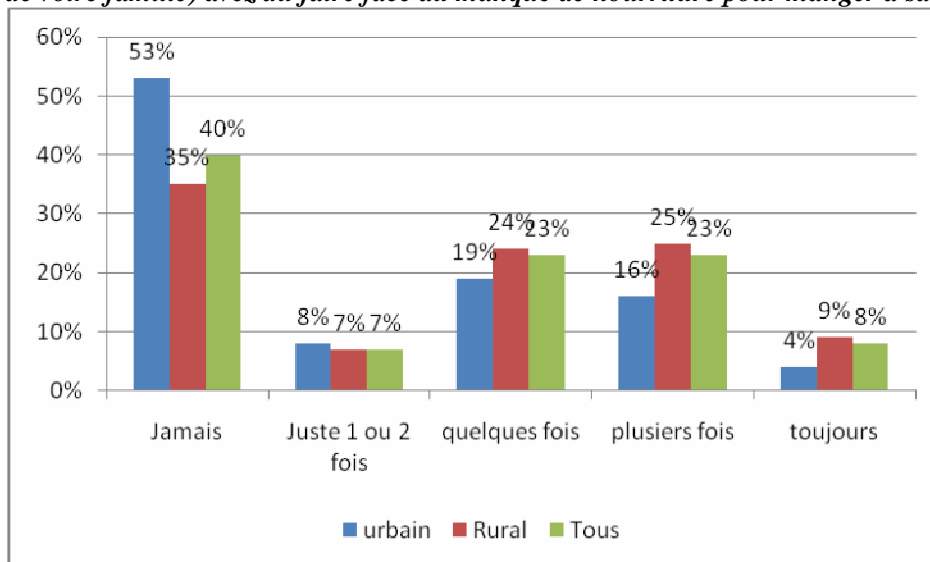
Source : Afrobaromètre, Round 4

L'expérience de la pauvreté : la satisfaction des besoins fondamentaux

Le droit à l'alimentation étant l'un des droits fondamentaux de la personne humaine, la question de savoir si au cours des derniers mois les enquêtés ont été confrontés à des problèmes de nourriture revêt toute sa pertinence. Sur ce point, 8% des répondants affirment avoir toujours des problèmes pour manger à leur faim. 23% affirment avoir été confronté plusieurs fois à ce problème et 23% quelques fois. Une majorité des enquêtés a donc déjà été confrontée au moins une fois au problème de la faim. 40% des enquêtés affirment n'avoir jamais été confronté à ce problème. La question de l'accès à une nourriture suffisante semble se poser davantage en milieu rural qu'en milieu urbain dans la mesure où environ un tiers des répondants (35%) du milieu rural

affirme n'avoir jamais été confronté à cette difficulté alors que la majorité des répondants urbains (53%) est à l'abri de ce besoin. D'ailleurs, les répondants qui ne mangent jamais à leur faim en milieu rural sont deux fois plus nombreux qu'en milieu urbain (8% contre 4%).

Graphique 4 : Au cours de l'année passée, combien de fois est-ce-que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face au manque de nourriture pour manger à sa faim?

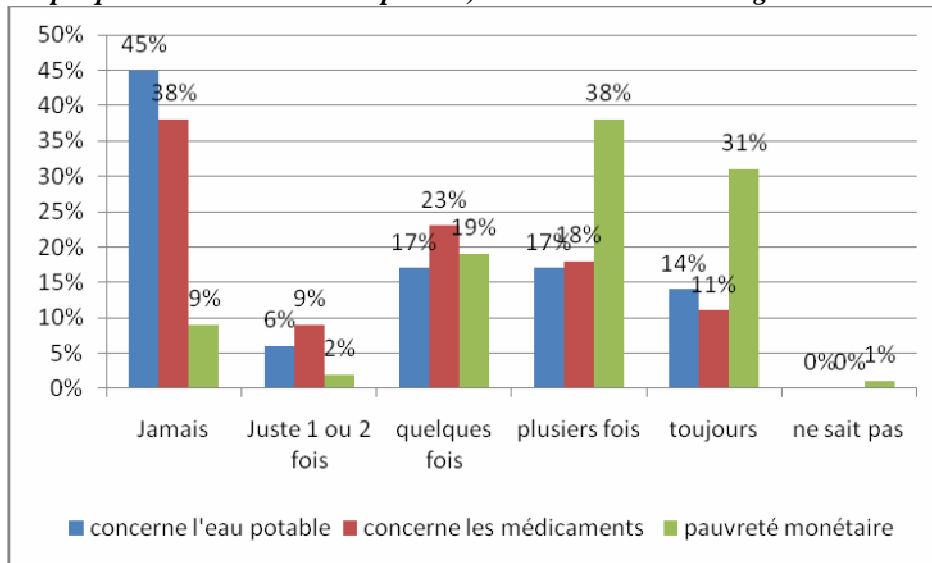


Source : Afrobaromètre, Round 4

Les régions les plus concernées par le manque de nourriture sont la région du Centre-Est, Centre-Sud et la région du Sahel. Les proportions de la population de ces régions qui n'ont pas connu de difficultés pour manger à leur faim sont respectivement 26%, 23% et 29%. Seulement un quart des répondants du Sahel (25%) et du Sud-Ouest (26%) affirme ne pas être confronté au manque d'eau potable. Un tiers des répondants du Sud-Ouest (34%) déclare être toujours confronté au manque d'eau potable. Le problème d'accès aux soins de santé ou aux médicaments touche majoritairement la région de la boucle du Mouhoun, du Centre-Sud, du Centre-Nord, du Nord et du Sahel. Ce sont respectivement 20%, 14%, 25%, 26% et 29% des répondants de ces régions qui affirment rencontrer des difficultés pour satisfaire leurs besoins en soins de santé ou en médicament.

Pour ce qui concerne l'eau potable et les médicaments, ce sont respectivement 45% et 38% des répondants qui affirment n'avoir jamais été confrontés à un manque. Toutefois, on notera que la situation est davantage meilleure en ville qu'en campagne. 70 pour cent des répondants urbains (70%) n'ont jamais été confronté à un manque d'eau contre un plus d'un tiers de répondants ruraux (36%) ; la moitié des répondants urbains (50%) n'a jamais été confronté à un manque de médicaments ou de soins médicaux contre 33% de répondants ruraux. Par ailleurs, qu'il s'agisse de l'eau potable ou des soins médicaux, les répondants qui rencontrent toujours des problèmes sont deux fois plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce qui confirme que la pauvreté touche davantage les campagnes que les villes. D'ailleurs, en matière de pauvreté monétaire, 21% des répondants urbains ont affirmé être toujours confronté au manque d'argent, contre 34% des répondants ruraux et 16% des enquêtés urbains ont répondu n'avoir jamais manqué d'argent, contre 6% des répondant ruraux.

Graphique 5 : l'accès aux l'eau potable, de médicaments et d'argent

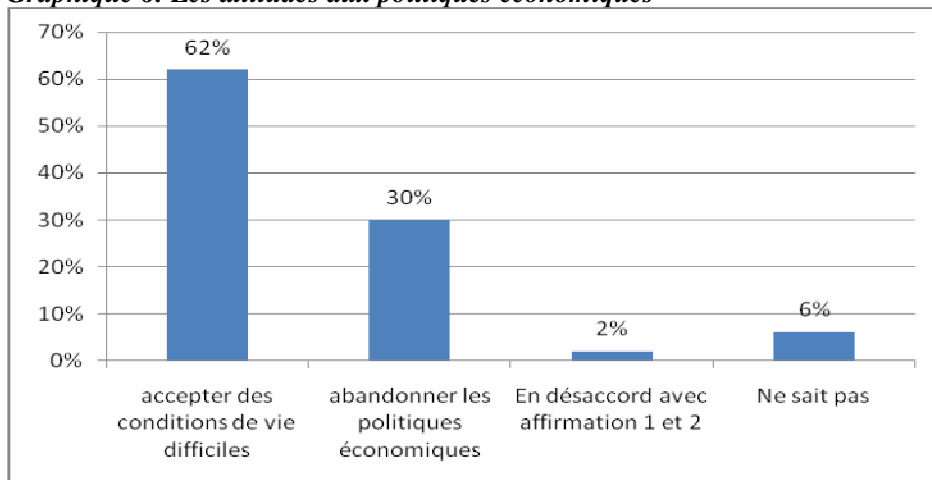


Source: Afrobaromètre, Round 4

Les préférences en matière de politique économique

Pour une amélioration de l'économie dans le futur, 62% des enquêtés affirment qu'il est nécessaire que nous acceptions des conditions de vie difficiles maintenant. C'est dire que la population est prête à faire des sacrifices pour améliorer l'économie (Graphique 6):

Graphique 6: Les attitudes aux politiques économiques



Source : Afrobaromètre, Round 4

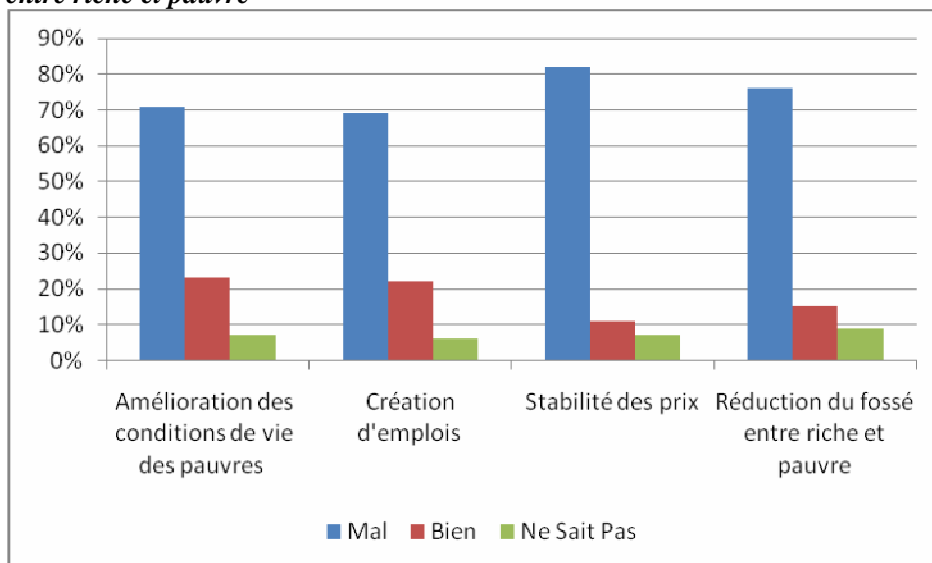
Question : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Affirmation 1: Le coût des réformes économiques est trop élevé, le Gouvernement devrait donc abandonner ses politiques économiques ; Affirmation 2: Pour une amélioration de l'économie dans le futur, il est nécessaire que nous acceptions des conditions de vie difficiles maintenant

Mais les répondants reconnaissent en même temps à 60% que les politiques économiques du Gouvernement ont nui à la plupart des gens, et que seuls quelques-uns en ont profité. Ce sentiment est davantage partagé en ville (65%) qu'en campagne (58%).

Les performances du gouvernement

En général, les actions du gouvernement actuel sont qualifiées de mauvaises par les répondants. En effet, 7 enquêtés sur 10 (71%) pensent que les actions du gouvernement actuel en vue d'améliorer les conditions des pauvres sont mauvaises. Respectivement 69%, 82% et 76% des répondants jugent négatives ces actions visant la création d'emploi, la stabilité des prix et la réduction du fossé entre riche et pauvre (Graphique 7) :

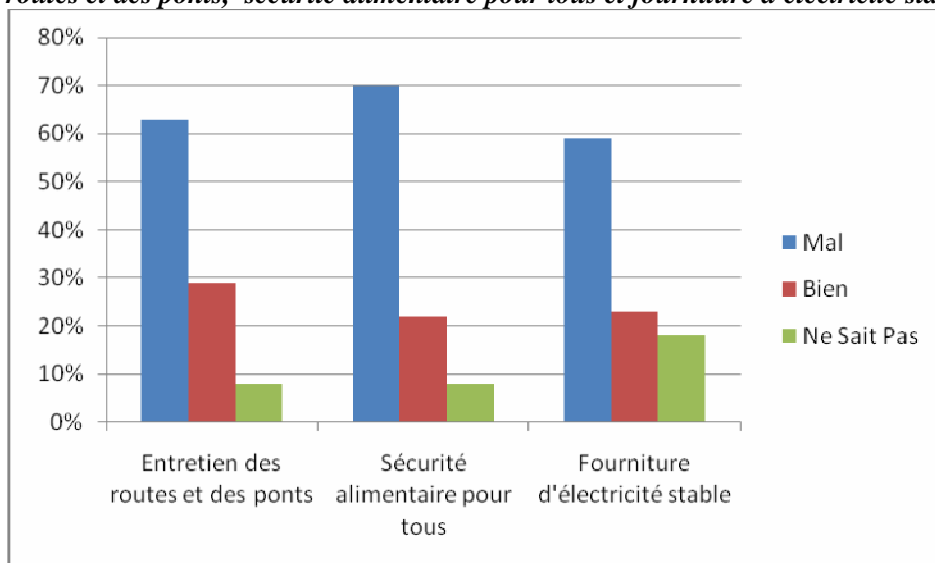
Graphique 7 : Les Performances du gouvernement - Amélioration des conditions de vie des pauvres, création d'emplois, stabilité des prix et réduction du fossé entre riche et pauvre



Source : Afrobaromètre, Round 4

En plus, 63% des répondants déplorent l'inefficacité du gouvernement actuel dans l'entretien des routes et des ponts. Les actions du gouvernement visant à assurer la sécurité alimentaire pour tous sont mal appréciées par 68% des enquêtés. Concernant la fourniture d'électricité stable, 60% d'entre eux ont exprimé leur insatisfaction (Graphique 8) :

Graphique 8 : Les performances du gouvernement du Burkina - entretien des routes et des ponts, sécurité alimentaire pour tous et fourniture d'électricité stable



Source : Afrobaromètre, Round 4

En revanche, les actions du gouvernement actuel dans le domaine des services sociaux sont favorablement appréciées par les enquêtés. Il s'agit des services de santé de base, de l'éducation, de la lutte contre le VIH/SIDA et la promotion de la femme³. Comparativement à l'administration précédente du Premier ministre Paramanga Ernest Yonli (2000-2007), 43% des répondants jugent les performances du gouvernement actuel meilleures dans la lutte contre la corruption, contre 14% qui pensent le contraire. Il est vrai que dans ce secteur, le nouveau Premier ministre, Tertus Zongo en place depuis juin 2007 s'est fait remarquer par son discours anti-corruption et la mise en place d'un organe de contrôle de l'Etat aux pouvoirs plus étendus. Dans le domaine de la fourniture des services sociaux publics (éducation, santé, eau et électricité), 30% des répondants jugent les performances du gouvernement actuel meilleures contre 19% qui pensent le contraire. Il en va de même pour la lutte contre l'insécurité, où 38% des enquêtés jugent meilleures les performances de l'administration actuelle contre 18% qui pensent le contraire.

La demande sociale d'actions prioritaires

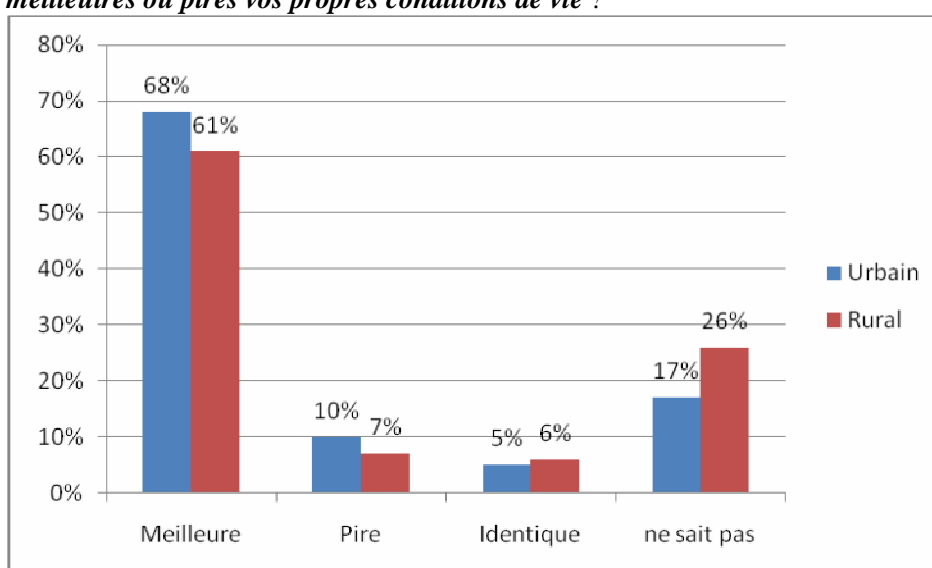
Au regard des insuffisances enregistrées dans la satisfaction des besoins essentiels de la population et des faibles performances de l'action gouvernementale en la matière, quelles sont les principaux problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer en priorité selon les enquêtés ? Selon 23% des répondants, le premier problème à résoudre est celui de l'eau potable. Ensuite viennent l'agriculture (14%), la santé (12%) et la pauvreté et l'exclusion sociale (11%). En fonction du milieu de résidence, le choix des problèmes prioritaires est variable. Ainsi, dans le milieu urbain 16% des répondants ont cité la pauvreté comme le premier problème prioritaire à résoudre, tandis qu'en milieu rural, c'est le problème de l'eau qui arrive en tête des priorités avec 29% de répondants.

³ 52% des répondants pensent que les actions du gouvernement sont bonnes concernant l'amélioration des services de santé de base. Concernant la satisfaction des besoins d'éducation et la lutte contre VIH/SIDA ce sont respectivement 55% et 66% des enquêtés qui jugent positivement les actions du gouvernement. 59% jugent bonne la performance du gouvernement actuel en matière de promotion de la femme.

La perception du futur

Malgré les difficultés socioéconomiques, les répondants font montre d'un certain optimisme pour le futur. Ainsi, 57% d'entre eux pensent que la situation économique actuelle du pays dans un futur proche sera meilleure. De plus 63% des enquêtés pensent que leurs propres conditions de vie dans un futur proche s'amélioreront. L'opinion des répondants varie très peu en fonction des catégories sociodémographiques. Les répondants dont l'âge est compris entre 18 et 34 ans ont une vision plus positive de la situation économique du pays dans un futur proche⁴. La proportion des hommes (64%) qui ont une vision optimiste de leurs propres conditions de vie dans le futur diffère peu de celle des femmes (62%). En revanche, les répondants du milieu urbain (68%) semblent un peu plus optimistes quant à leurs conditions de vie dans le futur que ceux du milieu rural (61%) (Graphiques 9) :

Graphique 9 : Concernant le futur, prévoyez vous que les situation seront meilleures ou pires vos propres conditions de vie ?



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4

Conclusion

En conclusion, il ressort que la majorité des répondants jugent négativement la situation économique du pays et leurs conditions de vie. La grande majorité d'entre eux affirme vivre dans de mauvaises conditions de vie et pense que la situation économique actuelle du pays est mauvaise. Le domaine de la sécurité est en revanche favorablement apprécié par les enquêtés. Au contraire, de nombreux problèmes socioéconomiques demeurent sans réponse satisfaisante de la part des pouvoirs publics dont les performances en la matière sont jugées dans l'ensemble insuffisantes (insécurité alimentaire, manque d'eau potable et soins médicaux, pauvreté, entretien insuffisant des infrastructures routières). Ce constat illustre les insuffisances de la gouvernance économique des autorités politiques. Il reste que nonobstant ces difficultés, les enquêtés restent optimistes quant à la perspective d'un futur meilleur.

⁴ 65% d'entre eux partagent cette vision optimiste.

This Briefing Paper was prepared by Augustin Loada and Boniface Dulani.

The **Afrobarometer** is produced collaboratively by social scientists from 20 African countries. Coordination is provided by the Center for Democratic Development (CDD-Ghana), the Institute for Democracy in South Africa (Idasa), and the Institute for Empirical Research in Political Economy (IREEP) in Benin. We gratefully acknowledge the generous support of the Canadian International Development Agency (CIDA), the UK Department for International Development (DfID), the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs (RDMFA/DANIDA), the Swedish International Development Agency (SIDA), and the United States Agency for International Development (USAID) for Afrobarometer Round 4 research, capacity building and outreach activities. For more information, see: www.afrobarometer.org